Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 27 (2015)
Heft: 106

Artikel: Elections 2015 : ce que les politiciens pensent de la science
Autor: Amrhein, Valentin / Saraga, Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-771936

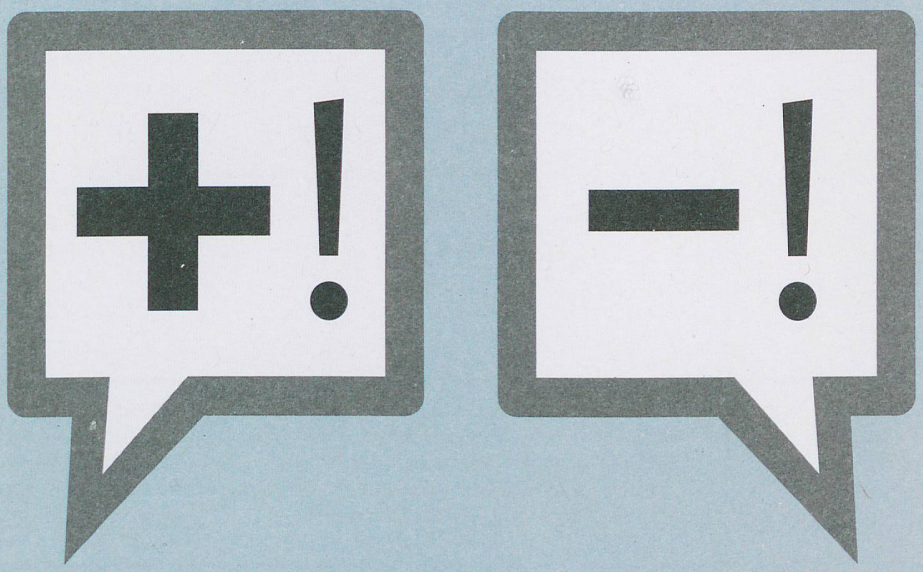
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Elections 2015: ce que les politiciens pensent de la science

Horizons a interrogé les principaux partis de Suisse sur des questions de politique de la recherche. De quoi voir plus clair avant les élections fédérales d'automne 2015.
Par Valentin Amrhein et Daniel Saraga

La recherche dessine des lignes de force politiques le long de deux dimensions, analyse le politologue Michael Hermann. Pour le financement de la recherche, la gauche préconise d'investir alors que la droite plaide en faveur d'économies. La deuxième dimension ne correspond plus à l'axe gauche-droite, mais à ce que le politologue appelle, en référence à Friedrich Dürrenmatt, le «dilemme du physicien»: faut-il réaliser tout ce qui est faisable? Lorsqu'il s'agit d'évaluer si les décisions politiques doivent être déterminées par les possibilités scientifiques ou au contraire par les besoins sociétaux, l'extrême droite rejoint souvent l'extrême gauche.

Environ deux tiers des membres du Conseil national et du Conseil des Etats sont diplômés d'une haute école. «Comme la campagne électorale ne s'arrête jamais au Parlement, le politicien type demandé aujourd'hui n'est pas un universitaire, mais plutôt un communicateur, poursuit le politologue. De plus, il existe un déplacement des faits vers les opinions.»

Pour vous aider à vous forger votre propre opinion, nous présentons dans les pages qui suivent les réponses des partis à quatre questions posées par la rédaction d'Horizons, ainsi que les résultats de quatre votes au Conseil national sur des objets scientifiques.

L'avis des politiciens

Les candidats aux élections fédérales de cet automne ont répondu sur la plateforme Smartvote à 13 questions de politique de la recherche élaborées par les Académies des sciences, le Fonds national suisse et Smartvote. Le site www.sciencedebate.ch présente une analyse des réponses par parti ainsi que les arguments des présidents de partis.

La politique de la science helvétique en 200 signes

Les présidents des sept principaux partis politiques de Suisse prennent position

	L'utilité des projets de recherche pour l'économie devrait-elle être davantage prise en compte lors de l'attribution de subsides fédéraux?	Le gouvernement et les autorités devraient-ils influencer davantage le choix des recherches qui sont financées?	La nationalité doit-elle jouer un rôle lors des nominations de professeurs?	Les résultats scientifiques devraient-ils jouer un rôle plus important en politique?
Martin Bäumle, Verts libéraux	**Les aspects économiques devraient constituer un critère important lors de l'attribution de subsides fédéraux, mais le financement de la recherche fondamentale peut être exclu de ces considérations.**	Aujourd'hui, le politique peut déjà suffisamment influencer le financement de la recherche en définissant les critères d'attribution des fonds de recherche.	**Ce sont les compétences spécialisées et pédagogiques des candidats qui doivent être jugées lors de l'attribution des postes de professeur et pas leur nationalité.**	Il faut encourager une politique basée sur les faits. La science peut contribuer à présenter au politique la réalité et les solutions possibles.
Toni Brunner, UDC	**La recherche ne doit pas être un but en soi, elle doit être orientée vers l'application. Les bénéfices pour la société et surtout les bénéfices économiques devraient être davantage pris en compte.**	La recherche n'est pas une mission centrale de l'Etat. Il devrait s'engager pour assurer des conditions cadres favorables aux chercheurs, au lieu de les arroser avec l'argent du contribuable.	**Basé sur la priorité nationale et des contingents, l'article constitutionnel sur le contrôle de l'immigration accepté par le peuple et les cantons doit aussi s'appliquer à l'université comme employeur.**	En tant que partie intégrante de la société, la science doit présenter ses résultats, ses demandes et ses propositions de solution, tout en sachant qu'une opinion scientifique homogène n'existe pas.
Christophe Darbellay, PDC	**La recherche et l'innovation doivent servir le progrès économique et stimuler les connaissances. Les bénéfices économiques de projets de recherche doivent être pris en compte dans cette perspective.**	Non. La Confédération alloue environ un quart de son budget pour la recherche et le développement au Fonds national suisse. Avec ces montants, le FNS encourage la recherche. Cela ne doit pas changer.	**Sur le fond, la nationalité ne doit pas jouer de rôle. Si des professeurs de nationalité suisse ayant les qualifications recherchées sont disponibles, ils doivent avoir la préférence.**	Les connaissances scientifiques doivent jouer un rôle en politique, mais elles demandent à être discutées dans le contexte social et politique. C'est là que commence le rôle du politique.
Martin Landolt, PBD	**Le fait que leurs bénéfices économiques concrets ne soient pas clairs dès le début est inhérent aux projets de recherche. Toute autre définition limiterait l'étendue de la recherche.**	Le PBD salue par exemple les programmes de recherche dans le domaine des énergies renouvelables. Mais un bon mix entre intervention étatique et liberté de recherche doit être garanti.	**Pour des institutions de recherche, il est essentiel de ne pas être pénalisées par des contingents rigides pour le recrutement du personnel.**	Il serait souhaitable que le politique s'appuie davantage sur les connaissances scientifiques pour trouver des solutions durables.
Christian Levrat, PS	**La répartition des subsides fédéraux en fonction des objectifs de recherche est aujourd'hui équilibrée. Se focaliser davantage sur les bénéfices économiques remettrait en question la liberté de la recherche.**	Il existe déjà suffisamment d'instruments pour mettre en œuvre des pôles de recherche légitimés de manière démocratique suivant les besoins actuels et à venir de la société.	**Je dirais plutôt non. L'objectif doit être que ce soit les meilleurs qui travaillent dans nos hautes écoles.**	Les connaissances scientifiques sont un prérequis important pour les décisions politiques. Mais la liberté de décision du politique est aussi importante que la liberté de recherche et d'enseignement.
Philipp Müller, PLR	**Les bénéfices économiques d'une recherche fondamentale ne sont souvent pas identifiables. C'est aux scientifiques et non aux politiques de décider quels projets présentent le plus grand potentiel.**	La liberté de recherche (et d'enseignement!) est un bien précieux qu'il faut garantir. Il convient d'empêcher à tout prix une ingérence politique.	**L'indépendance de l'enseignement vaut aussi pour l'attribution des postes. Si la Suisse souhaite rester à la pointe dans le domaine de la recherche, les personnes les plus adéquates doivent être nommées.**	Un peu plus de science et un peu moins d'idéologie feraient du bien au Parlement. Mais la science doit engager un dialogue plus intensif avec la population, c'est-à-dire avec le souverain.
Regula Rytz, Les Verts	**Non. Mais la recherche doit contribuer à relever les défis de notre siècle, comme la raréfaction des ressources et le changement climatique avec ses conséquences importantes.**	Le Conseil fédéral peut aujourd'hui déjà lancer des programmes de recherche et définir des pôles de recherche pour étudier certaines problématiques centrales de notre société. Il doit en rester ainsi.	**Non. L'enseignement et la recherche sont aujourd'hui internationaux. Il ne doit s'agir que de profil et de qualification. Il est important d'investir dans la relève et une meilleure représentation des femmes.**	Aujourd'hui déjà, les connaissances scientifiques ont de l'importance et sont prises en compte au niveau politique. Mais il n'existe pas de réponse scientifique univoque à de nombreuses questions.

Consultez www.sciencedebate.ch pour lire les réponses complètes ainsi que des questions supplémentaires

Photos: Services du Parlement 3003 Berne

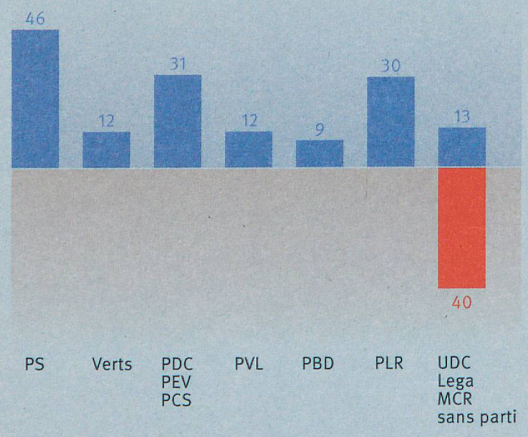
Politique de la recherche: comment le Conseil national a voté

Le thème sciences et recherche a donné lieu à 106 votes au Conseil national lors de la législature 2011 - 2015. Nous avons sélectionné quatre objets particulièrement importants pour la place scientifique suisse.

PARTICIPATION À HORIZON 2020

Une contribution helvétique de 4,4 milliards de francs au programme-cadre de recherche de l'UE permettra aux scientifiques suisses de prendre part à Horizons 2020 et à Euratom.
Encouragement de la recherche et de l'innovation pendant les années 2014 – 2020 (27. 9. 2013, objet 13.022-2)

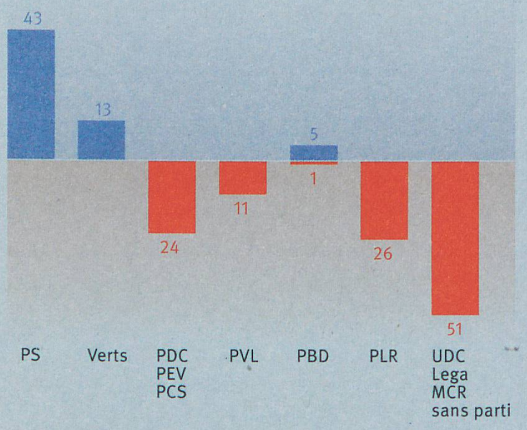
79% oui 153 voix — **21% non** 40 voix



RENOUVELER LES SCIENCES SOCIALES

Un plan d'action national vise la modernisation des institutions de recherche en sciences sociales et la création des postes de chercheurs à long terme.
Modernisation et développement de la recherche en sciences sociales (19. 3. 2014, objet 12.3217)

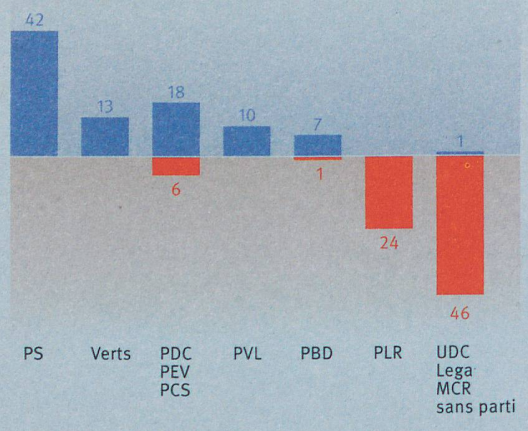
35% oui 61 voix — **65% non** 113 voix



ETUDIER LES MÉDICAMENTS SANS BREVET

Des mesures encourageront les études sur les médicaments dont le brevet est échu et qui ne font plus l'objet de recherche.
Bases décisionnelles fiables pour les thérapies médicamenteuses (9. 3. 2015, objet 14.4007)

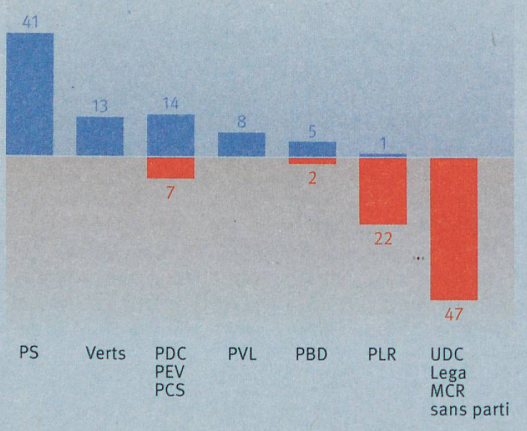
54% oui 91 voix — **46% non** 77 voix



TRANSFORMER LA CARRIÈRE SCIENTIFIQUE

Un plan doit transformer les structures des carrières scientifiques dans les hautes écoles de Suisse pour les rendre plus attrayantes.
Mesures pour promouvoir la relève scientifique en Suisse (9. 3. 2015, objet 15.3000)

51% oui 82 voix — **49% non** 78 voix



Le numéro de chaque objet permet de retrouver les détails sur le site http://bit.ly/parlsci_f